



Rapport d'activité

du

Grand Conseil

de la République et Canton de Neuchâtel

Exercice 2013

TABLE DES MATIERES

1.	COMPOSITION DU GRAND CONSEIL	2
1.1.	Mutations avant élection.....	2
1.2.	Composition après élection	2
1.3.	Etat nominatif des membres du Grand Conseil	3
1.4.	Mutations après élection.....	7
1.5.	Groupes politiques	8
2.	PRESIDENCE ET ORGANES DU GRAND CONSEIL	8
2.1.	Présidence	8
2.2.	Bureau.....	8
2.3.	Scrutateurs, scrutatrices.....	9
2.4.	Commissions permanentes	9
2.5.	Commissions spéciales (législature 2009-2013)	12
2.6.	Commissions thématiques	13
2.7.	Commissions temporaires	15
2.8.	Groupes de travail	21
2.9.	Mutations au sein des commissions.....	22
2.10.	Séances du bureau et des commissions	22
2.11.	Examen des rapports du Conseil d'Etat – renvoi en commissions	24
2.12.	Rapports de commissions	29
2.13.	Règlements adoptés ou modifiés par les organes du Grand Conseil.....	31
3.	SESSIONS	31
4.	OBJETS	32
4.1.	Lois et décrets adoptés	32
4.2.	Questions et interpellations	35
4.3.	Autres propositions.....	35
4.4.	Recommandations, motions et postulats en attente de réponse du Conseil d'Etat	35
4.5.	Projets de lois et de décrets en cours de traitement au sein des commissions.....	37
5.	INFORMATISATION	38
5.1.	Salle du Grand Conseil.....	38
5.2.	Vote électronique	39
5.3.	Parlement sans papier.....	39
6.	BUDGET ET COMPTES	40
7.	INDEMNITES	40
7.1.	Indemnités de présence	40
7.2.	Indemnités informatiques	40
7.3.	Indemnités de déplacement	41
7.4.	Indemnités aux groupes parlementaires.....	41
8.	SECRETARIAT GENERAL.....	41
8.1.	Personnel	41
8.2.	Organigramme	42
8.3.	Changement de locaux.....	43

Le mot du président

Mesdames, Messieurs,

L'année 2013 première de la 49^e législature a été caractérisée par la mise en œuvre progressive, en douceur mais avec fermeté de la nouvelle loi d'organisation du Grand Conseil.

Qu'on en juge:

- Novembre 2012, le bureau du Grand Conseil nomme pour la première fois de son histoire sa secrétaire générale – M^{me} Janelise Pug – celle-ci ne dépendant plus de la chancellerie d'Etat mais uniquement du parlement.
- Décembre 2012, le Grand Conseil adopte son premier budget propre sur lequel le Conseil d'Etat n'a pas eu d'influence.
- Début 2013, le secrétariat général du Grand Conseil se met en place et le bureau du Grand Conseil adopte divers règlements en lien avec la nouvelle loi d'organisation.
- Avril 2013, 65 députés sur 115 et 10 députés suppléants sur 36 sont réélus. Deux nouveaux partis font leur apparition au Grand Conseil.
- Mai 2013, installation des nouvelles autorités et entrée en vigueur en totalité de la nouvelle loi. Le Grand Conseil est maintenant administrativement complètement indépendant du Conseil d'Etat.
- Juin 2013, à l'occasion du débat relatif à l'assainissement de la Caisse de pensions de l'Etat, le vote électronique fait son entrée au Grand Conseil et chacun, transparence ou respect des électeurs oblige, peut savoir ce que chaque député et chaque députée a voté.
- Automne 2013, le Parlement sans papier devient une réalité et après quelques balbutiements est très rapidement accepté par la quasi-unanimité des membres du Grand Conseil, preuve qu'il est possible, en matière informatique aussi, de satisfaire à la fois les concepteurs et les utilisateurs...
- Toujours en automne, la conjonction renvoi des rapports en commission préalable, dépôts des amendements avant les sessions ainsi que le Parlement sans papier permet au Grand Conseil d'épuiser son ordre du jour et en octobre 2013, de renoncer à une demi-journée de session.
- Hiver 2013, le secrétariat du Grand Conseil est pleinement opérationnel et permet aux députés et députées de remplir, au plus près de leur conscience, les missions que les citoyennes et les citoyens de notre canton leur ont confiées.

Alors évolution ou révolution? L'avenir nous le dira.

Enfin, je ne saurais passer sous silence l'engagement, la qualité du travail et les sourires de l'ensemble du personnel du secrétariat du Grand Conseil. Qu'il en soit remercié.

PHILIPPE BAUER, président du Grand Conseil 2013-2014

1. COMPOSITION DU GRAND CONSEIL

1.1. Mutations avant élection

Les mutations suivantes ont eu lieu avant l'élection du 14 avril:

Parti	Collège	Membre	Fonction	Remplacement par	Date
S	Val-de-Ruz	CUCHE François	Député	MIHAIOVIC Dragan	15.01.13
S	Val-de-Ruz	MIHAIOVIC Dragan	Député suppléant	PINSARD Lydia	20.01.13
UDC	Boudry	BAMMERLIN Werner	Député suppléant	FAVRE Gérard	04.02.13
Verts	Neuchâtel	EL KADIRI Tourya	Députée	BARBETTI BUCHS Sandra	13.02.13
Verts	Neuchâtel	BARBETTI BUCHS Sandra	Députée suppléante	HORISBERGER Blaise	29.02.13

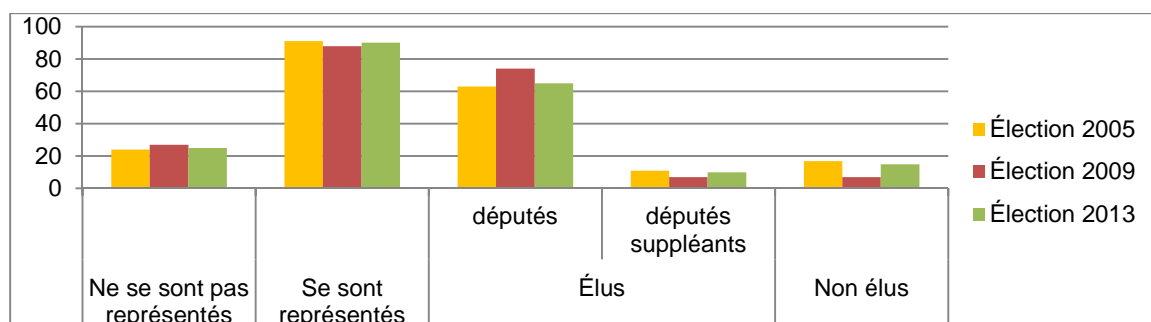
1.2. Composition après élection

Suite à l'élection du 14 avril, renouvelant entièrement ses membres, la composition du Grand Conseil est la suivante:

Parti	Députés et députés	Députées suppléantes et députés suppléants
PLR: Parti libéral-radical	35	8
PSN: Parti socialiste neuchâtelois	33	9
POP: Parti ouvrier et populaire SOL: Parti SolidaritéS	9	4
Verts: Parti Les Verts	12	5
UDC: Union démocratique du centre	20	6
PDC: Parti démocrate-chrétien	1	1
VL: Parti des Vert'Libéraux	5	3

Statistique de renouvellement

	Ne se sont pas représentés	Se sont représentés	Élus		Non élus
			députés	députés suppléants	
Élection 2013	25	90	65	10	15
<i>Élection 2009</i>	<i>27</i>	<i>88</i>	<i>74</i>	<i>7</i>	<i>7</i>
<i>Élection 2005</i>	<i>24</i>	<i>91</i>	<i>63</i>	<i>11</i>	<i>17</i>



1.3. Etat nominatif des membres du Grand Conseil

I. Collège de Neuchâtel (34 députés, 9 députés suppléants)

PLR

11 députés

1. GERBER, Alain
2. DE MONTMOLLIN, Jean-Frédéric
3. RUEDIN, Nicolas
4. HAUSSENER, Olivier
5. HAEBERLI, Philippe
6. OBRIST, André
7. BONGIOVANNI, Fabio
8. SUNIER, Yann
9. HAENY, Béatrice
10. SANDOZ, Pascal
11. GUINAND, Claude

2 député-e-s suppléant-e-s

1. ZÜRCHER, Patrice
2. GUEISSAZ, Caroline

PSN

11 député-e-s

1. ARNI, Olivier
2. FACCHINETTI, Thomas
3. HURNI, Baptiste
4. BISE, Michel
5. FLURY, Eric
6. DOCOURT DUCOMMUN Martine
7. TISSOT SCHULTHESS, Anne
8. BERGER, Jean-Claude
9. FASSBIND-DUCOMMUN, Sylvie
10. WUST, Nathalie
11. BÉGUELIN, Matthieu

2 députées suppléantes

1. RINALDO ADAM, Sabrina
2. ZWYGART DE FALCO, Laura

POP-SOL

2 députés

1. KONRAD, François
2. ZURITA, Martha

1 député suppléant

1. FOREL, Olivier

Les Verts

3 député-e-s

1. ANGST, Doris
2. AUBERT, Jean-Jacques
3. GEHRINGER, Carol

1 député suppléant

1. FISCHER, Diego

UDC

5 député-e-s

1. WENGER, Bernhard
2. GYGER, Jean-Louis
3. BUGNON, Marc-André
4. WENGER, Patricia
5. MOSER, Stephan

1 députée suppléante

1. GRANDCHAMP, Anne-Frédérique

PDC

- 1 député 1. SUTER, Laurent
 1 député suppléant 1. DOLDER, Christophe

Vert'Libéraux

- 2 députés 1. OPPIZZI, Daniele
 2. MORUZZI, Mauro
 1 député suppléant 1. MARTI, Alain

II. Collège de Boudry (26 député-e-s, 8 député-e-s suppléant-e-s)**PLR**

- 10 député-e-s 1. BAUER, Philippe
 2. HUMBERT DROZ, Damien
 3. KELLER, Boris
 4. SCHUMACHER, Bernard
 5. STEINER, Pierre-André
 6. FRICK, Hermann
 7. SCHMID, Laurent
 8. ROBERT-GRANDPIERRE, Etienne
 9. LEBEAU, Olivier
 10. CARRARD, Fabian
 2 député-e-s suppléant-e-s 1. LAUENER, Dominique
 2. BOILLAT, Didier

PSN

- 7 député-e-s 1. NATER, Florence
 2. BERTSCHI, Christiane
 3. DI NICOLA, Erica
 4. HUNKELER, Baptiste
 5. GAGNAUX, Françoise
 6. MATTER, Marie-France
 7. BOURQUIN, Patrick
 2 député-e-s suppléant-s 1. GUILLAUME-GENTIL-HENRY, Marianne
 2. RIBAU, Jean-Daniel

POP-SOL

- 1 député 1. PERRET, Thomas
 1 député suppléant 1. STAUFFER, Quentin

Les Verts

- 2 député-e-s 1. KAUFMANN, Laurent
 2. PANTILLON, Veronika
 1 député suppléant 1. WEISSBRODT, Philippe

UDC

- 4 député-e-s 1. WILLENER, Walter
 2. DONZÉ, Jean-Pascal
 3. SCHÄR, Damien
 4. RUEDI, Elisabeth
 1 député suppléant 1. WEBER, André-Samuel

Vert'Libéraux

2 députés	1. GRANDJEAN, Raphaël 2. TARANTINO, Giovanni
1 député suppléant	1. GODET, Louis

III. Collège du Val-de-Travers (8 député-e-s, 3 député-e-s suppléant-e-s)**PLR**

2 députés	1. MICHEL, Thierry 2. FATTON, Yves
1 députée suppléante	1. MENOUD, Sandra

PSN

3 députés	1. KARAKASH Jean-Nathanaël 2. MERMET, Christian 3. HAINARD, Jacques
1 députée suppléante	1. LEBEL CALAME-ROSSET, Johanne

UDC

3 députés	1. PERRIN Yvan 2. WILLENER, Alexandre 3. FREY, Loïc
1 député suppléant	1. SCHULÉ, Sylvia

IV. Collège du Val-de-Ruz (11 député-e-s, 4 député-e-s suppléant-e-s)**PLR**

5 député-e-s	1. HOSTETTLER, Christian 2. FALLET, Mary-Claude 3. GUYOT, Jean-Claude 4. STEUDLER, Jean-Bernard 5. WÄLTI, Jean-Bernard
1 député suppléant	1. GEISER, Daniel

PSN

3 député-e-s	1. FISCHER, Christine 2. TULLI-BOLLE, Marie-Pierre 3. HUGUENIN-DUMITTAN, Daniel
1 députée suppléante	1. WIDMER, Aurélie

Les Verts

1 député	1. DEBROT, Laurent
1 député suppléant	1. TSCHOPP, Roby

UDC

2 députés	1. CHALLANDES, Xavier 2. MESOT, Yann
1 député suppléant	1. FATTON, Lucas

V. Collège du Locle (9 député-e-s, 5 député-e-s suppléant-e-s)**PLR**

3 députés	1. WETTSTEIN, Jean-Paul 2. ZURBUCHEN, Michel 3. ROSSELET, Stéphane
1 député suppléant	1. BOTTERON, Yvan

PSN

1 députée	1. MAIRE-HEFTI Monika
1 député suppléant	1. BOLAY MERCIER, Corine

POP-SOL

3 députés	1. DE LA REUSSILLE, Denis 2. DUPRAZ, Cédric 3. BLASER, Jean-Pierre
1 député suppléant	1. ESCHLER, Pierre-Yves

Les Verts

1 député	1. PEREZ, Miguel
1 député suppléant	1. HIRSCHY, Gilbert

UDC

1 député	1. CHANTRAINE, Hughes
1 député suppléant	Vacant ¹⁾

¹⁾ A la suite de l'élection de M. Hughes Chantraine, dans la mesure où la liste UDC pour le collège du Locle ne comportait aucun autre candidat, l'UDC a présenté M. Pierre-André Currit par courriel du 20 juin, pour repourvoir le siège vacant.

VI. Collège de La Chaux-de-Fonds (26 député-e-s, 7 député-e-s suppléant-e-s)**PLR**

4 député-e-s	1. FRÉSARD, Josette 2. MONNARD, Pierre-André 3. NARDIN, Marc-André 4. JURT, Andreas
1 députée suppléante	1. MOREL, Sylvia

PSN

8 député-e-s	1. SPOLETINI, Giovanni 2. HUGUENIN-ÉLIE, Théo 3. LATRÈCHE, Souhaïl 4. LOCATELLI, Silvia 5. GIOVANNINI, Marina 6. CLERC-BIRAMBEAU, Annie 7. HOULMANN, Alexandre 8. DUDING, Laurent
2 député-e-s suppléant-e-s	1. JEMMELY, Josiane 2. KAPETANOVIC, Armin

POP-SOL

- 3 député-e-s
 1. BREGNARD, Théo
 2. GAZARETH, Pascale
 3. ZIEGLER, Daniel
- 1 députée suppléante
 1. JEANDROZ, Françoise

Les Verts

- 5 député-e-s
 1. HERRMANN, Patrick
 2. FIVAZ, Fabien
 3. FRUTSCHI, André
 4. WÜRGLER, Gabrielle
 5. BLANC, Pierre-Yves
- 1 député suppléant
 1. KITSOS, Philippe

UDC

- 5 députés
 1. LEGRIX, Jean-Charles
 2. HAINARD, Pierre
 3. SCHAFROTH, Marc
 4. CALAME, Didier
 5. STEUDLER, Adrien
- 1 député suppléant
 1. ROBERT-NICOUD, Florian

Vert'Libéraux

- 1 député
 1. JAQUET, François
- 1 député suppléant
 1. CHOFFAT, Stefan

1.4. Mutations après élection

Les mutations suivantes ont eu lieu, après l'élection du 14 avril:

Parti	Collège	Membre	Fonction	Remplacement par	Date
S	Val-de-Travers	KARAKASH Jean-Nathanaël	Député	LEBEL CALAME Johanne	28.05.13
S	Val-de-Travers	LEBEL CALAME Johanne	Députée suppléante	VAUCHER Laurence	28.05.13
UDC	Val-de-Travers	PERRIN Yvan	Député	SCHULÉ Sylvia	28.05.13
UDC	Val-de-Travers	SCHULÉ Sylvia	Députée suppléante	SCHMIED Frédéric	28.05.13
S	Le Locle	MAIRE-HEFTI Monika	Députée	BOLAY MERCIER Corine	28.05.13
S	Le Locle	BOLAY MERCIER Corine	Députée suppléante	REICHEN Stéphane	28.05.13
Verts	La Chaux-de-Fonds	BLANC Pierre-Yves	Député	KITSOS Philippe	03.07.13
Verts	La Chaux-de-Fonds	KITSOS Philippe	Député suppléant	GLOOR Christiane	21.08.13
S	Val-de-Ruz	TULLII-BOLLE Marie-Pierre	Députée	WIDMER Aurélie	27.11.13
S	Val-de-Ruz	WIDMER Aurélie	Députée suppléante	LARDON Patrick	27.11.13

1.5. Groupes politiques

Suite à l'élection du 14 avril, les groupes politiques pour la législature 2013-2017 se sont formés ainsi:

LR	Groupe libéral-radical	groupe formé par les membres du parti libéral-radical neuchâtelois (PLRN) et du parti PDC
S	Groupe socialiste	groupe formé par les membres du parti socialiste neuchâtelois (PSN)
PVS	Groupe PopVertsSol	groupe formé par les membres du parti ouvrier et populaire (POP), du parti Les Verts et du parti SolidaritéS
UDC	Groupe Union démocratique du centre	groupe formé par les membres de l'Union démocratique du centre (UDC)
VL	Groupe Vert'Libéral	groupe formé par les membres du parti des Vert'Libéraux

2. PRESIDENCE ET ORGANES DU GRAND CONSEIL

2.1. Présidence

La présidence a été assumée, jusqu'au 28 mai, par M. Cédric Dupraz, PVS, conseiller communal, domicilié au Locle, puis par M. Philippe Bauer, LR, avocat, domicilié à Auvornier.

2.2. Bureau

Mutation avant l'élection du 14 avril:

Groupe	Membre	Remplacement par	Date
S	Théo Huguenin-Elie	Martine Docourt Ducommun	1 ^{er} février

Dès la session de mai, le bureau est composé de la manière suivante:

Philippe Bauer	président	LR
Eric Flury	1 ^{er} vice-président	S
Jean-Charles Legrix	2 ^e vice-président	UDC
Veronika Pantillon	membre	PVS
Jean-Paul Wettstein	membre	LR
Claude Guinand	président de groupe	LR
Martine Docourt Ducommun	présidente de groupe	S
Daniel Ziegler	président de groupe	PVS
Hughes Chantraine	président de groupe	UDC
Raphaël Grandjean	président de groupe	VL

Mutations après le 28 mai:

Groupe	Membre	Remplacement par	Date
UDC	Hughes Chantraine	Walter Willener	7 novembre

2.3. Scrutateurs, scrutatrices

Dès le 28 mai, les scrutateurs, scrutateur suppléant et scrutatrice suppléante sont les suivants:

Jean-Bernard Steudler	scrutateur	LR
Christine Fischer	scrutatrice	S
Thomas Perret	scrutateur	PVS
Marc Schafroth	scrutateur	UDC
Michel Zurbuchen	scrutateur suppléant	LR
Laurent Duding	scrutateur suppléant	S

Mutations depuis le 28 mai 2013:

Groupe	Membre	Remplacement par	Date
S	Marie-Pierre Tullii-Bolle	Duding Laurent	2 décembre

2.4. Commissions permanentes

Dès le 28 mai, les commissions permanentes sont composées de la manière suivante:

Commission législative (CL)

Veronika Pantillon	Présidente	PVS
Thomas Perret		PVS
Philippe Kitsos		PVS
Pierre-André Steiner	Vice-président	LR
Béatrice Haeny		LR
Pascal Sandoz		LR
Yann Sunier		LR
Marc-André Nardin		LR
Michel Bise		S
Sylvie Fassbind-Ducommun		S
Christine Fischer		S
Anne Tissot Schulthess		S
Bernhard Wenger		UDC
Florian Robert-Nicoud		UDC
André-Samuel Weber		UDC

Commission de gestion (COGES)

Jacques Hainard	Président	S
Matthieu Béguelin		S
Annie Clerc-Birambeau		S
Silvia Locatelli		S
Jean-Bernard Wälti	Vice-président	LR
Claude Guinand		LR
Yvan Botteron		LR
Etienne Robert-Grandpierre		LR
Jean-Frédéric de Montmollin		LR
Daniel Ziegler		PVS
Miguel Perez		PVS
Jean-Jacques Aubert		PVS
Walter Willener		UDC
Marc-André Bugnon		UDC
Yann Mesot		UDC

Sous-commissions de gestion:*DFS*

Jean-Bernard Wälti	Président	LR
Yann Mesot		UDC
Daniel Ziegler		PVS

DJSC

Miguel Perez	Président	PVS
Jacques Hainard		S
Yvan Botteron		LR

DEF

Walter Willener	Président	UDC
Annie Clerc-Birambeau		S
Claude Guinand		LR

DDTE

Matthieu Béguelin	Président	S
Jean-Jacques Aubert		PVS
Etienne Robert-Grandpierre		LR

DEAS

Jean-Frédérique de Montmollin	Président	LR
Marc-André Bugnon		UDC
Silvia Locatelli		S

Commission des finances (COFI)

Olivier Haussener	Président	LR
Damien Humbert-Droz		LR
Laurent Schmid		LR
Philippe Haeberli		LR
Andreas Jurt		LR
Fabien Fivaz	Vice-président	PVS
François Konrad		PVS
Cédric Dupraz		PVS
Martine Docourt Ducommun		S
Baptiste Hurni		S
Johanne Lebel Calame		S
Alexandre Houlmann		S
Jean-Charles Legrix		UDC
Hughes Chantraine		UDC
Alexandre Willener		UDC

Sous-commissions des finances*DFS*

Hughes Chantraine	Président	UDC
Baptiste Hurni		S
Olivier Haussener		LR

DJSC

Martine Docourt Ducommun	Président	S
Damien Humbert-Droz		LR
Jean-Charles Legrix		UDC

DEF

Laurent Schmid	Président	LR
Johanne Lebel Calame		S
François Konrad		PVS

DDTE

Fabien Fivaz	Président	PVS
Alexandre Willener		UDC
Philippe Haeberli		LR

DEAS

Andreas Jurt	Président	LR
Alexandre Houlmann		S
Cédric Dupraz		PVS

Commission des affaires extérieures (CAF)

Jean-Pascal Donzé	Président	UDC
Xavier Challandes		UDC
Lucas Fatton		UDC
Thomas Facchinetti	Vice-président	S
Marianne Guillaume-Gentil-Henry		S
Armin Kapetanovic		S
Marie-Pierre Tullii-Bolle		S
Laurent Schmid		LR
Daniel Geiser		LR
Nicolas Ruedin		LR
Caroline Gueissaz		LR
Jean-Claude Guyot		LR
Théo Bregnard		PVS
Patrick Herrmann		PVS
André Frutschi		PVS

Commission judiciaire (CJ)

Fabio Bongiovanni	Président	LR
Olivier Haussener		LR
Florian Robert-Nicoud	Vice-président	UDC
Christian Mermet		S
Silvia Locatelli		S
Veronika Pantillon		PVS

Commission de rédaction

Damien Schär	Président	UDC
Johanne Lebel Calame	Vice-présidente	S
Baptiste Hunkeler		S
Marc-André Nardin		LR
Etienne Robert-Grandpierre		LR
Pierre-Yves Blanc		PVS

Commission des pétitions et des grâces (CPG)

Sylvie Fassbind-Ducommun	Présidente	S
Jean-Daniel Ribaux		S
Daniel Huguenin-Dumittan		S
André Obrist	Vice-président	LR
Alain Gerber		LR
Mary-Claude Fallet		LR
Thierry Michel		LR
Gabrielle Würglér		PVS
Olivier Forel		PVS
Marc Schafroth		UDC
Jean-Pascal Donzé		UDC

2.5. Commissions spéciales (législature 2009-2013)**Commission Politique emploi**

Créée en 2012, cette commission est parvenue au terme de ses travaux avant la fin de la législature 2009-2013.

Commission Aide à la formation

Créée en 2012, cette commission est parvenue au terme de ses travaux avant la fin de la législature 2009-2013.

Commission Heures d'ouverture des commerces

Créée en 2012, cette commission est parvenue au terme de ses travaux avant la fin de la législature 2009-2013.

Commission Sécurité Perreux

Cette commission a été créée le 20 février dans la composition suivante:

Philippe Loup	Président	S
Annie Clerc-Birambeau		S
Marina Giovannini		S
Olivier Haussener	Vice-président	LR
Laurent Schmid		LR
Etienne Robert-Grandpierre		LR
Carol Gehringer		PVS
Martha Zurita		PVS
Walter Willener		UDC

Elle n'a pas été réélue le 28 mai, étant parvenue au terme de ses travaux avant la fin de la législature 2009-2013.

Commission Centrale 144

Cette commission a été créée le 20 février dans la composition suivante:

Blaise Courvoisier	Président	UDC
Philippe Loup	Vice-président	S
Bertrand Nussbaumer		S
Alexandre Houlmann		S
Béatrice Haeny		LR
Damien Humbert-Droz		LR
Jean-Frédéric de Montmollin		LR
Denis de la Reussille		PVS
Gabrielle Würgler		PVS

Elle n'a pas été réélue le 28 mai, étant parvenue au terme de ses travaux.

2.6. Commissions thématiques

Les commissions thématiques élues le 28 mai sont les suivantes:

Commission Fiscalité (*anciennement: commission spéciale*)

Christiane Bertschi	Présidente	S
Théo Huguenin-Elie		S
Florence Nater		S
Sylvie Fassbind-Ducommun		S
Hermann Frick	Vice-président	LR
Claude Guinand		LR
Sandra Menoud		LR
Caroline Gueissaz		LR
Patrice Zürcher		LR
Denis de la Reussille		PVS
Roby Tschopp		PVS
Laurent Debrot		PVS
Marc-André Bugnon		UDC
Adrien Steudler		UDC
Jean-Charles Legrix		UDC

Commission Routes-H20 (*anciennement: commission spéciale*)

Didier Calame	Président	UDC
Stephan Moser		UDC
Christian Hostettler	Vice-président	LR
Olivier Haussener		LR
Jean-Bernard Wälti		LR
Boris Keller		LR
Eric Flury		S
Marina Giovannini		S
Erica Di Nicola		S
Gilbert Hirschy		PVS
Denis de la Reussille		PVS

Commission Santé (*anciennement: commission spéciale*)

Christian Mermet	Président	S
Patrick Bourquin		S
Marina Giovannini		S
Souhaïl Latrèche		S
Jean-Frédéric de Montmollin	Vice-président	LR
Fabian Carrard		LR
Olivier Lebeau		LR
Sandra Menoud		LR
Philippe Haeberli		LR
Cédric Dupraz		PVS
Théo Bregnard		PVS
Laurent Kaufmann		PVS
Marc Schafroth		UDC
Hughes Chantraine		UDC
Elisabeth Ruedi		UDC

Commission Formation-emploi (*anciennement: commission spéciale*)

Fabian Carrard	Président	LR
Didier Boillat		LR
Dominique Lauener		LR
Mary-Claude Fallet		LR
François Konrad	Vice-president	PVS
Carol Gehringer		PVS
Jean-Claude Berger		S
Annie Clerc-Birambeau		S
Eric Flury		S
Yann Mesot		UDC
Walter Willener		UDC

Commission Energie (*anciennement: commission spéciale*)

Jean-Bernard Wälti	Président	LR
Laurent Schmid		LR
Caroline Gueissaz		LR
André Obrist		LR
Yann Sunier		LR
Gilbert Hirschy	Vice-président	PVS
Doris Angst		PVS
Olivier Arni		S
Martine Docourt Ducommun		S
Baptiste Hunkeler		S
Aurélie Widmer		S
Pierre Hainard		UDC
Didier Calame		UDC

La commission thématique suivante a été créée le 4 décembre:

Commission Prévoyance

Alexandre Houlmann	Président	S
Florence Nater		S
Matthieu Béguelin		S
Marina Giovannini		S
Daniel Ziegler	Vice-président	PVS
Roby Tschopp		PVS
Fabien Fivaz		PVS
Caroline Gueissaz		LR
Marc-André Nardin		LR
Hermann Frick		LR
Yvan Botteron		LR
Claude Guinand		LR
Jean-Charles Legrix		UDC
Hughes Chantraine		UDC
Yann Mesot		UDC

2.7. Commissions temporaires

La commission suivante a été élue le 6 mai:

Commission de validation des élections

Alain Gerber	Président	LR
Thierry Michel		LR
Jean-Paul Wettstein		LR
Damien Humbert-Droz		LR
Laurent Suter		LR
Xavier Challandes	Vice-président	UDC
Jean-Charles Legrix		UDC
Baptiste Hurni		S
Christiane Bertschi		S
Christine Fischer		S
Souhaïl Latrèche		S
Thomas Perret		PopSol
Doris Angst		Verts
Patrick Herrmann		Verts
Giovanni Tarantino		VL

Les commissions temporaires élues le 28 mai sont les suivantes:

Commission Péréquation financière (*anciennement: commission spéciale*)

Olivier Haussener	Président	LR
Yvan Botteron		LR
Claude Guinand		LR
Sylvia Morel		LR
Michel Zurbuchen		LR
Miguel Perez	Vice-président	PVS
Jean-Jacques Aubert		PVS
Françoise Jeandroz		PVS
Matthieu Béguelin		S
Laurent Duding		S
Johanne Lebel Calame		S
Laura Zwygart de Falco		S
Jean-Charles Legrix		UDC
Alexandre Willener		UDC
Stephan Moser		UDC

Commission HarmoS-Filières (*anciennement: commission spéciale HarmoS*)

Jean-Claude Guyot	Président	LR
Mary-Claude Fallet		LR
Olivier Lebeau		LR
Christian Hostettler		LR
Thierry Michel		LR
Patrick Herrmann	Vice-président	PVS
Daniel Ziegler		PVS
Françoise Jeandroz		PVS
Corine Bolay Mercier		S
Eric Flury		S
Françoise Gagnaux		S
Nathalie Wust		S
Jean-Pascal Donzé		UDC
Anne-Frédérique Grandchamp		UDC
Jean-Louis Gyger		UDC

Commission RPT (*anciennement: commission spéciale*)

Pierre-André Steiner	Président	LR
Hermann Frick		LR
Christian Hostettler		LR
Yves Fatton		LR
Michel Zurbuchen		LR
Patrick Bourquin	Vice-président	S
Josiane Jemmely		S
Daniel Huguenin-Dumittan		S
Anne Tissot Schulthess		S
Roby Tschopp		PVS
Françoise Jeandroz		PVS
Doris Angst		PVS
Pierre Hainard		UDC
Jean-Louis Gyger		UDC
Loïc Frey		UDC

Commission Mobilité (*anciennement: commission spéciale*)

Olivier Haussener	Président	LR
Sylvia Morel		LR
Stéphane Rosselet		LR
Bernard Schumacher		LR
Fabien Fivaz	Vice-président	PVS
Thomas Perret		PVS
Christiane Bertschi		S
Théo Huguenin-Elie		S
Anne Tissot Schulthess		S
Lucas Fatton		UDC
Hughes Chantraine		UDC

Commission Microcity (*anciennement: commission spéciale*)

Baptiste Hurni	Président	S
Marie-France Matter		S
Giovanni Spoletini		S
Caroline Gueissaz	Vice-présidente	LR
Sylvia Morel		LR
Etienne Robert-Grandpierre		LR
Françoise Jeandroz		PVS
Diego Fischer		PVS
Bernhard Wenger		UDC

Commission Désenchevêtrement (*anciennement: commission spéciale*)

Daniel Huguenin-Dumittan	Président	S
Marie-France Matter		S
Annie Clerc-Birambeau		S
Olivier Haussener	Vice-président	LR
Andreas Jurt		LR
Sandra Menoud		LR
Dominique Lauener		LR
Laurent Debrot		PVS
Denis de la Reussille		PVS
Jean-Charles Legrix		UDC
Hughes Chantraine		UDC

Commission Police du commerce, établissements publics et tourisme (*anciennement: commission spéciale*)

Laurent Debrot	Président	PVS
Françoise Jeandroz		PVS
Christine Fischer	Vice-présidente	S
Sylvie Fassbind-Ducommun		S
Michel Bise		S
Etienne Robert-Grandpierre		LR
Fabio Bongiovanni		LR
Boris Keller		LR
Philippe Bauer		LR
Alexandre Willener		UDC
Didier Calame		UDC

Commission Loi sur le sport (*anciennement: commission spéciale*)

Christian Hostettler	Président	LR
Jean-Claude Guyot		LR
Bernard Schumacher		LR
Marc Schafroth	Vice-président	UDC
Annie Clerc-Birambeau		S
Armin Kapetanovic		S
Martine Docourt Ducommun		S
Denis de la Reussille		PVS
Thomas Perret		PVS

Commission Prévoyance.ne (*anciennement: commission spéciale*)

Marc-André Nardin	Président	LR
Yvan Botteron		LR
Hermann Frick		LR
Claude Guinand		LR
Caroline Gueissaz		LR
Daniel Ziegler	Vice-président	PVS
Roby Tschopp		PVS
Doris Angst		PVS
Baptiste Hurni		S
Johanne Lebel Calame		S
Alexandre Houlmann		S
Florence Nater		S
Jean-Charles Legrix		UDC
Walter Willener		UDC
Loïc Frey		UDC

Commission RPT-protection contre le bruit (*anciennement: commission spéciale*)

François Konrad	Président	PVS
Doris angst		PVS
Johanne Lebel Calame	Vice-présidente	S
Matthieu Béguelin		S
Martine Docourt Ducommun		S
Pierre-André Steiner		LR
Herrmann Frick		LR
Christian Hostettler		LR
Pierre Hainard		UDC

Commission Cohésion cantonale (*anciennement: commission spéciale*)

Alexandre Houlmann	Président	S
Théo Huguenin-Elie		S
Martine Docourt Ducommun		S
Philippe Haerberli	Vice-président	LR
Didier Boillat		LR
Etienne Robert-Grandpierre		LR
Damien Humbert-Droz		LR
Veronika Pantillon		PVS
Françoise Jeandroz		PVS
Xavier Challandes		UDC
Marc Schafroth		UDC

Commission Bicentenaire 2014 (*anciennement: commission spéciale*)

Alexandre Houlmann	Président	S
Sabrina Rinaldo Adam		S
Laurence Vaucher		S
Jean-Bernard Wälti	Vice-président	LR
Mary-Claude Fallet		LR
Olivier Haussener		LR
Alain Gerber		LR
Florian Robert-Nicoud		UDC
Sylvia Schulé		UDC
Fabien Fivaz		PVS
Thomas Perret		PVS

Commission Droit de vote à 16 ans (*anciennement: commission spéciale*)

Béatrice Haeny	Présidente	LR
Fabio Bongiovanni		LR
Michel Zurbuchen		LR
Daniel Geiser		LR
Françoise Jeandroz	Vice-présidente	PVS
Daniel Ziegler		PVS
Baptiste Hunkeler		S
Baptiste Hurni		S
Christine Fischer		S
Damien Schär		UDC
Lucas Fatton		UDC

Commission projet de loi santé assistance au suicide (*nouvelle commission*)

Christine Fischer	Présidente	S
Josiane Jemmely		S
Armin Kapetanovic		S
Alain Gerber	Vice-président	LR
Marc-André Nardin		LR
Caroline Gueissaz		LR
Philippe Haeberli		LR
François Konrad		PVS
Laurent Kaufmann		PVS
Anne-Frédérique Grandchamp		UDC
Elisabeth Ruedi		UDC

Commission Police Arc jurassien (*nouvelle commission*)

Stephan Moser	Président	UDC
Walter Willener		UDC
Pierre-André Monnard	Vice-président	LR
Jean-Claude Guyot		LR
Jean-Bernard Stuedler		LR
Nicolas Ruedin		LR
Annie Clerc-Birambeau		S
Laurent Duding		S
Florence Nater		S
Fabien Fivaz		PVS
Denis de la Reussille		PVS

Commission Plan d'action - établissements pénitentiaires *(nouvelle commission)*

Boris Keller	Président	LR
Laurent Suter		LR
Didier Boillat		LR
Michel Zurbuchen		LR
Anne Tissot Schulthess	Vice-présidente	S
Françoise Gagnaux		S
Sylvie Fassbind-Ducommun		S
Gabrielle Würzler		PVS
Laurent Debrot		PVS
Walter Willener		UDC
Jean-Charles Legrix		UDC

Les commissions temporaires élues après le début de la législature 2013-2017 sont les suivantes:

Commission Taxe automobile 2014 et élimination véhicules

Martine Docourt Ducommun	Présidente	S
Patrick Bourquin		S
Corine Bolay Mercier		S
Marc Schafroth	Vice-président	UDC
Patricia Wenger		UDC
Yves Fatton		LR
Olivier Haussener		LR
Christian Hostettler		LR
Jean-Bernard Steudler		LR
Veronika Pantillon		PVS
Laurent Debrot		PVS

Commission Projet Accord

Cédric Dupraz	Président	PVS
Laurent Kaufmann		PVS
Etienne Robert-Grandpierre	Vice-président	LR
Hermann Frick		LR
Claude Guinand		LR
Jean-Claude Guyot		LR
Annie Clerc-Birambeau		PVS
Florence Nater		PVS
Jean-Claude Berger		PVS
Jean-Louis Gyger		UDC
Stephan Moser		UDC

Commission Structures d'accueil parascolaire

Béatrice Haeny	Présidente	LR
Jean-Claude Guyot		LR
Jean-Paul Wettstein		LR
Annie Clerc Birambeau	Vice-présidente	S
Stéphane Reichen		S
Daniel Ziegler		PVS
Adrien Steudler		UDC

Commission Salaire minimum

Walter Willener	Président	UDC
Xavier Challandes		UDC
Florian Robert-Nicoud		UDC
Patrice Zürcher	Vice-président	LR
Alain Gerber		LR
Boris Keller		LR
Yann Sunier		LR
Didier Boillat		LR
Silvia Locatelli		S
Matthieu Béguelin		S
Baptiste Hunkeler		S
Florence Nater		S
François Konrad		PVS
Laurent Debrot		PVS
Christiane Gloor		PVS

Commission Harmonisation de la facture sociale

Cédric Dupraz	Président	PVS
Pascale Gazareth		PVS
Etienne Robert-Grandpierre	Vice-président	LR
Jean-Claude Guyot		LR
Hermann Frick		LR
Claude Guinand		LR
Annie Clerc-Birambeau		S
Florence Nater		S
Jean-Claude Berger		S
Jean-Louis Gyger		UDC
Hughes Chantraine		UDC

2.8. Groupes de travail**Groupe de travail informatisation 1 – Salle du Grand Conseil**

Le groupe de travail informatisation 1, créé en 2012 suite à l'adoption du décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 610.000 francs destiné à l'informatisation de la salle du Grand Conseil, composé de MM. Cédric Dupraz (PVS), Yvan Botteron (LR), Eric Flury (S), Damien Schär (UDC), ainsi que de membres du service informatique, du service des bâtiments et du secrétariat général du Grand Conseil, est parvenu au terme de ses travaux le 24 mai 2013.

Groupe de travail informatisation 2 – Parlement sans papier

Le groupe de travail informatisation 2, créé en 2012 suite à l'adoption du décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 177.000 francs destiné à l'informatisation des députés pour la législature 2013-2017, composé de M^{me} et MM. Philippe Bauer (LR), Christine Fischer (S), Thomas Perret (PVS), Damien Schär (UDC) et de M. Alain Marti (VL) dès le début de la nouvelle législature, ainsi que de membres du service informatique et du secrétariat général du Grand Conseil, poursuit ses travaux.

2.9. Mutations au sein des commissions

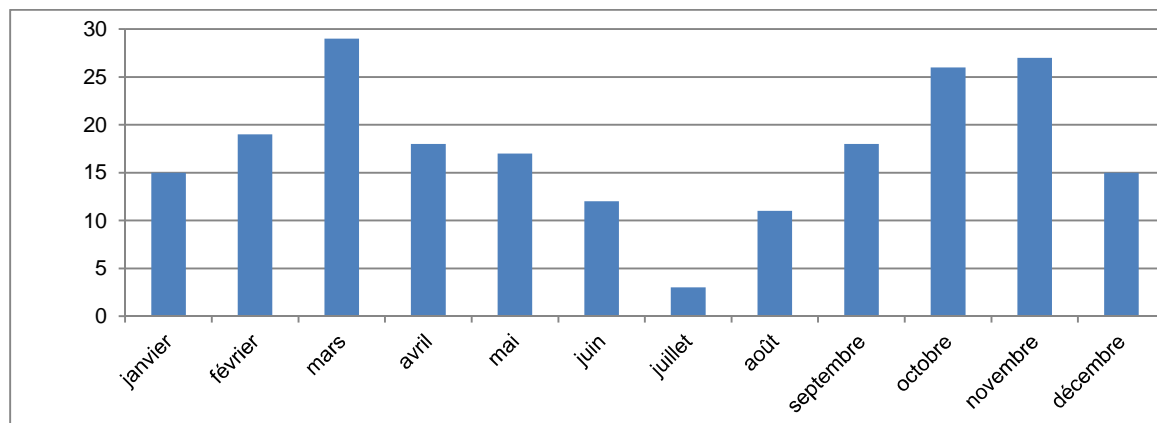
Date	Commission	Groupe	Membre	Remplacement par
29.01	Affaires extérieures	S	François Cuche	Christine Fischer
29.01	Santé	S	François Cuche	Baptiste Hurni
29.01	RPT	S	François Cuche	Monika Maire-Hefti
26.03	Microcity	PVS	Tourya El Kadiri	Arvind Shah
01.10	Affaires extérieures	S	Thomas Facchinetti	Florence Nater
02.12	Affaires extérieures	S	Marie-Pierre Tullii-Bolle	Michel Bise
02.12	Fiscalité	S	Sylvie Fassbind-Ducommun	Olivier Arni
02.12	Péréquation fin.	UDC	Jean-Charles Legrix	Florian Robert-Nicoud
02.12	HarmoS-Filières	LR	Thierry Michel	Claude Guinand
02.12	Santé-ass. au suicide	UDC	Anne-Françoise Grandchamp	Florian Robert-Nicoud

2.10. Séances du bureau et des commissions

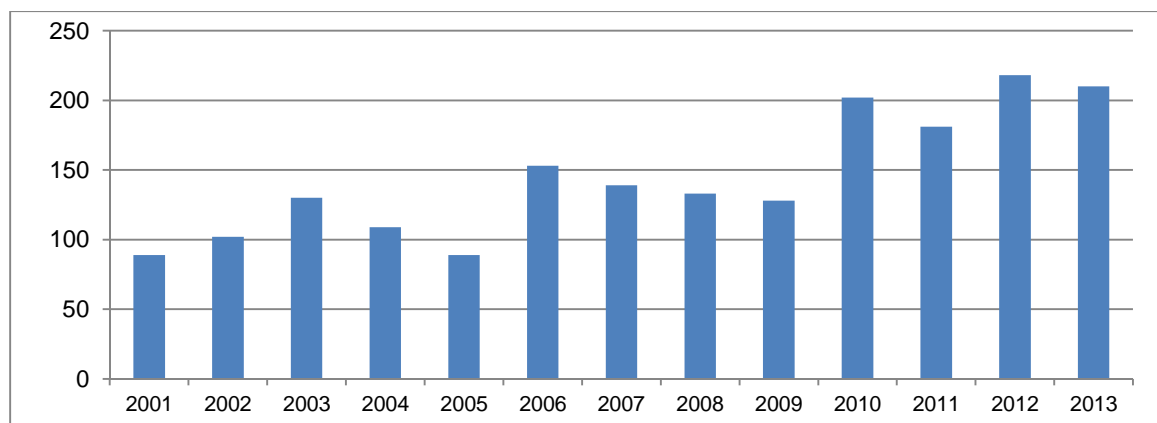
Organes	Nombre de séances
Bureau du Grand Conseil	19
Présidents de groupes	1
Commissions permanentes	
Commission législative (CL)	10
Commission de gestion et des finances (CGF)	7
sous-commission DEC	2
sous-commission DECS	2
sous-commission DGT	1
sous-commission DJSF	2
sous-commission DSAS	1
Commission de gestion (COGES)	5
sous-commission DEF	2
sous-commission DEAS	2
sous-commission DFS	2
sous-commission DDTE	3
sous-commission DJSC	2
bureau de la commission de gestion	3
Commission des finances (COFI)	12
sous-commission DEF	2
sous-commission DEAS	1
sous-commission DFS	3
sous-commission DDTE	1
sous-commission DJSC	0
COGES / COFI réunies	1
sous-commissions DEF réunies	1
sous-commissions DEAS réunies	1
sous-commissions DFS réunies	0
sous-commissions DDTE réunies	0
sous-commissions DJSC réunies	1

Organes	Nombre de séances
Commission des affaires extérieures (CAF)	4
Commission judiciaire (CJ)	1
Commission de rédaction	0
Commission des pétitions et des grâces (CPG)	3
Commissions non permanentes	
Commission fiscalité	5
sous-commission fiscalité	1
Commission péréquation financière	5
Commission RPT-bruit	1
Commission HarmoS / HarmoS-Filières	3
Commission Routes H20	6
Commission Santé	9
Commission Microcity	0
Commission Formation-Emploi	2
Commission Désenchevêtrement	5
Commission Energie	7
bureau commission Energie	1
Commission Politique emploi	2
Commission Aide à la formation	1
Commission Heures d'ouverture des commerces	1
Commission Police du commerce, établissements publics et tourisme	11
Commission prévoyance.ne	10
Commission Sécurité Perreux	2
Commission Centrale 144	3
Commission Loi sur le sport	2
Commission Bicentaire 2014	3
Commission Mobilité	4
Commission Cohésion cantonale	2
Commission Validation des élections	2
Commission Droit de vote à 16 ans	1
Commission Santé - Assistance au suicide	4
Commission Police Arc jurassien	0
Commission Plan d'action établissements pénitentiaires	1
Commission Taxe automobile – élimination véhicules	3
Commission Projet Accord	2
Commission Accueil parascolaire	1
Commission Salaire minimum	1
Commission Harmonisation de la facture sociale	1
Groupes de travail	
Informatisation 1 – Salle du Grand Conseil	5
Informatisation 2 – Parlement sans papier	8
TOTAL	210

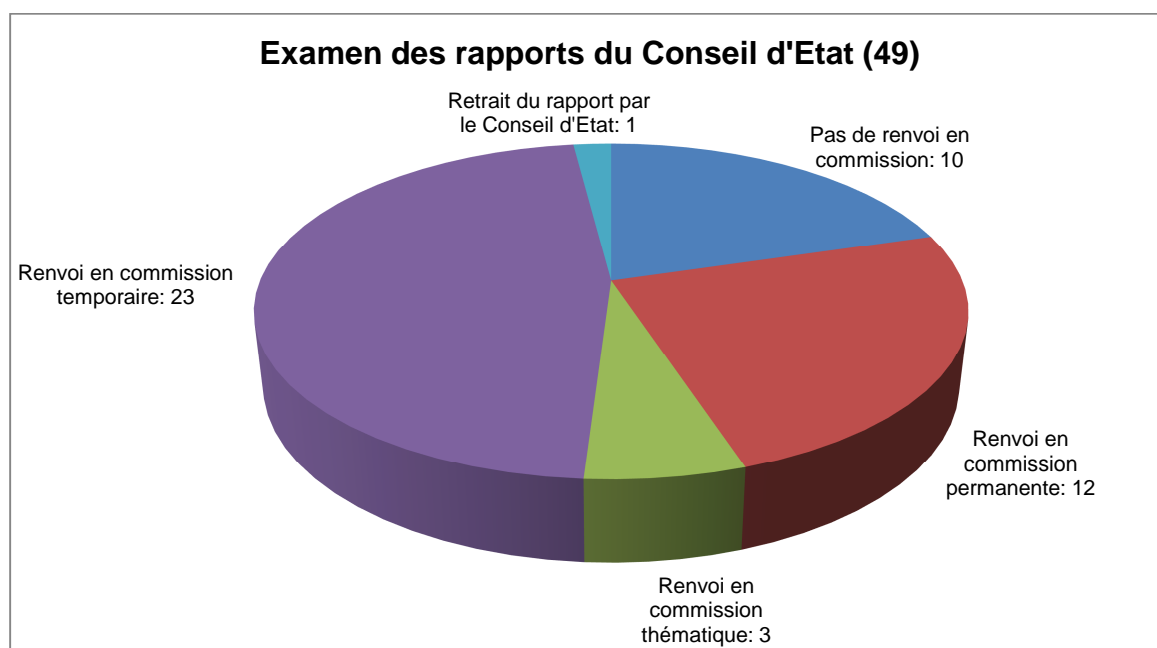
Nombre de séances du bureau et des commissions par mois en 2013



Comparatif annuel du nombre de séances du bureau et des commissions



2.11. Examen des rapports du Conseil d'Etat – renvoi en commissions



Détail:

Départ. adoption	Rapport du Conseil d'Etat	Décision du bureau	Renvoi	Nombre séances	Traitement session
DGT 14.11.12	12.061 Quel avenir pour la région du Creux du Van? Rapport d'information concernant L'avenir pour la région du Creux du Van	Pas de renvoi en commission	17.01	–	Janvier
DJSF 21.11.12	12.063 Remise volontaire et gratuite des armes de service Rapport en réponse à la motion du groupe socialiste 07.203, du 4 décembre 2007, "Remise volontaire et gratuite des armes de service à l'arsenal"	Pas de renvoi en commission	17.01	–	Janvier
PRES. 28.11.12	12.064 Exercice des droits politiques Rapport en réponse au postulat de la commission "Contrôle des habitants" 09.174, du 20 octobre 2009, "Faciliter l'exercice des droits politiques"	Pas de renvoi en commission	17.01	–	Janvier
DGT 12.12.12	13.001 Plate-Forme nature-tourisme-loisirs-sport Rapport en réponse au postulat Claude Borel 05.104, du 25 janvier 2005, "Aménagement du territoire: plate-forme nature-tourisme-loisirs-sport"	Pas de renvoi en commission	17.01	–	Janvier
DEC 12.12.12	13.002 Police du commerce Rapport à l'appui d'un projet de loi sur la police du commerce (LPCom)	Commission ad hoc de 9 membres Présidence PVS Vice-présidence S Rapport LR	17.01	9	Sera traité en 2014
DEC 12.12.12	13.003 Etablissements publics Rapport à l'appui d'un projet de loi sur les établissements publics (LEP)	Même commission que celle qui a traité le rapport 13.002	17.01	5	Sera traité en 2014
DEC 19.12.12	13.004 Sécurité du centre d'accueil de Perreux Rapport d'information concernant la situation et la sécurité au centre d'accueil pour requérants d'asile de Perreux	Commission ad hoc de 9 membres Présidence S Vice-présidence LR Rapport PVS	07.02	2	Septembre
PRES. 19.12.12	13.005 Votation cantonale Rapport d'information concernant la validation de la votation cantonale du 25 novembre 2012 sur l'initiative législative populaire cantonale "Pour une participation des grandes fortunes, limitée dans le temps"	Pas de renvoi en commission	17.01	–	Janvier
PRES. 16.01.13	13.006 Rationalisation des scrutins Rapport en réponse au postulat du groupe PopVertsSol 10.183, du 7 décembre 2010, "Pour une rationalisation des scrutins"	Pas de renvoi en commission	07.02	–	Février
DEC 16.01.13	13.007 Développement du tourisme Rapport à l'appui d'un projet de loi sur le développement du tourisme (LTour)	Même commission que celle qui a traité les rapports 13.003 et 13.004	07.02	Traitement pas terminé	Sera traité en 2014
DSAS 16.01.13	13.008 HNe – Options stratégiques Rapport à l'appui – d'un projet de décret portant approbation des options stratégiques complémentaires définies par le Conseil d'Etat pour l'EHM à horizon 2017 – d'un projet de décret soumettant au vote du peuple l'initiative législative populaire cantonale "En faveur d'un site unique femme-mère-enfant, cohérent, sûr et économique" – d'un projet de décret soumettant au vote du peuple l'initiative législative populaire cantonale intitulée "Pour l'équilibre régional des missions hospitalières dans le canton" – d'un projet de décret soumettant au vote du peuple l'initiative législative populaire cantonale "Pour une médecine de proximité".	Commission santé	07.02	1	Mars

Départ. adoption	Rapport du Conseil d'Etat	Décision du bureau	Renvoi	Nombre séances	Traitement session
DSAS 16.01.13	13.009 Centrale d'appels sanitaires urgents 144 Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi de santé (LS) (soins préhospitaliers et centrale d'appels sanitaires urgents 144)	Commission ad hoc de 9 membres Présidence UDC Vice-présidence S Rapport LR	07.02	3	Avril
DECS 16.01.13	13.010 Loi sur le sport (LSport) Rapport à l'appui d'un projet de loi sur le sport (LSport)	Commission ad hoc de 9 membres Présidence LR Vice-présidence UDC Rapport S	07.02	2	Octobre
DJSF 23.01.13	13.013 Recapitalisation de la Caisse de pensions pour la fonction publique du canton de Neuchâtel prévoyance.ne Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi instituant une Caisse de pensions pour la fonction publique du canton de Neuchâtel (LCPFPub)	Commission ad hoc de 15 membres Présidence LR Vice-présidence PVS Rapport S	19.02	10	Juin
DGT 28.01.13	13.014 RPT Convention-programme protection contre le bruit Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit de 2.812.400 francs lié à la RPT sur la convention-programme traitant du domaine 06 "Protection contre le bruit et isolation acoustique" passée entre l'Etat de Neuchâtel et la Confédération pour la période 2012-2015	Commission ad hoc de 9 membres Présidence PVS Vice-présidence S Rapport LR	14.03	1	Septembre
PRES. 28.01.13	13.015 Bicentenaire 2014 Rapport à l'appui d'un projet de d'un projet de décret portant octroi d'un crédit-cadre de 900.000 francs pour les actions et manifestations qui marqueront le bicentenaire de l'entrée du canton de Neuchâtel dans la Confédération en 2014	Commission ad hoc de 9 membres Présidence S Vice-présidence LR Rapport UDC	07.02	1	Mars
DGT 12.02.13	13.016 Nouveau projet de mobilité dans le canton Rapport à l'appui a) d'un projet de décret portant octroi d'un crédit supplémentaire de 1.000.000 francs pour la phase 1 des démarches et études en vue d'un nouveau projet de mobilité dans le canton b) d'un projet de loi portant abrogation de la loi sur le fonds RER	Commission ad hoc de 9 membres Présidence LR Vice-présidence PVS Rapport S	14.03	4	Juin
DGT 13.02.13	13.017 Desserte ferroviaire Le Locle – Neuchâtel Rapport en réponse aux postulats du groupe socialiste, du 31 octobre 2006, "Desserte ferroviaire Le Locle – La Chaux-de-Fonds – Neuchâtel: des améliorations à court terme nécessaires", du groupe libéral-radical, du 25 mai 2010, "Des transports publics adaptés à une politique cantonale de la formation post-obligatoire", du groupe PopVertsSol, du 25 mai 2010, "Transports des apprentis et étudiants"	Pas de renvoi en commission	14.03	–	Mars
DFS 18.02.13	13.018 Comptes 2012 Rapport à l'appui des comptes de l'Etat pour l'exercice 2012	Commission de gestion et des finances (CGF)	–	5	Avril
DSAS 18.02.13	13.019 Centre neuchâtelois de psychiatrie - Rénovation du site Maladière 5 Rapport à l'appui d'un projet de décret portant approbation d'un investissement nécessaire à la rénovation par le Centre neuchâtelois de psychiatrie de son site de la Maladière 5	Commission santé	14.03	2	Remplacé par le rapport 13.045 (sera traité en 2014)

Départ. adoption	Rapport du Conseil d'Etat	Décision du bureau	Renvoi	Nombre séances	Traitement session
DGT 18.02.13	13.020 Subventionnement des déplacements des apprenants Rapport en réponse à la motion Patrick Herrmann 10.157, du 31 août 2010, "Un abonnement Onde Verte pour les élèves des écoles"	Pas de renvoi en commission	14.03	–	Mars
PRES. 13.02.13	13.021 Cohésion cantonale Rapport relatif au rapport de la commission consultative de la cohésion cantonale en réponse à la recommandation 10.136, du 25 mai 2010, "Tenue d'Etats généraux de la cohésion cantonale"	Comm. temporaire de 9 membres Présidence S Vice-présidence LR Rapport PVS	14.03	2	Septembre
PRES. 13.03.13	13.022 Droit de vote à 16 ans Rapport à l'appui - d'un projet de décret portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst. NE) (droit de vote à seize ans) - d'un projet de loi portant adaptation de la législation neuchâteloise à l'abaissement de l'âge de la capacité civique active (droit de vote à seize ans) et en réponse à la motion populaire 09.102, du 14 janvier 2009, "Pour le droit de vote à 16 ans"	Comm. temporaire de 11 membres Présidence LR Vice-présidence PVS (la com. législative a ensuite examiné le rapport (Cst.NE / LDP: objets de sa compétence)	16.05	1	Novembre
DJSF 13.03.13	13.023 Système de communication Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit d'engagement urgent de 580.000 francs pour la mise en place d'une téléphonie mobile sécurisée au service pénitentiaire	Commission de gestion et des finances (CGF)	–	1	Septembre
DJSF 25.03.13	13.024 Police arc jurassien Rapport d'information relatif au rapport sur l'opportunité et la faisabilité d'une police de l'Arc jurassien	Comm. temporaire de 11 membres Présidence UDC Vice-présidence LR	16.05	0	Rapport retiré par le Conseil d'Etat
PRES. 25.03.13	13.025 Votation cantonale Rapport d'information concernant la validation de la votation cantonale du 3 mars 2013 sur le décret du 4 décembre 2012 portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst. NE) (organisation du Grand Conseil)	Pas de renvoi en commission	16.05	–	Septembre
DJSF 17.04.13	13.026 Plan d'action service pénitentiaire Rapport d'information relatif au plan d'action du service pénitentiaire	Comm. temporaire de 11 membres Présidence LR Vice-présidence S même commission que celle qui a traité le rapport 13.027	16.05	1	Septembre
DJSF 17.04.13	13.027 Crédit construction SPNE Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit global complémentaire d'investissement de 9.140.000 francs, pour: - la révision du projet de l'Établissement d'exécution des peines de Bellevue (EEPB); - les travaux supplémentaires non-planifiés dus à la réalisation des travaux par "mini-étapes" à l'Établissement de détention de la Promenade (EDPR); - le suivi opérationnel et l'accompagnement pour la réalisation des deux projets par un chef de projet; d'une information relative à la compensation du renchérissement au 1er octobre 2009	Comm. temporaire de 11 membres Présidence LR Vice-présidence S même commission que celle qui a traité le rapport 13.026	16.05	1	Septembre
DJSF 24.04.13	13.028 Budget supplément I 2013 Rapport à l'appui d'un projet de décret concernant le premier supplément au budget 2013 (supplément I 2013)	Commission des finances	16.05	1	Juin

Départ. adoption	Rapport du Conseil d'Etat	Décision du bureau	Renvoi	Nombre séances	Traitement session
DGT (DDTE) 24.04.13	13.029 Révision de la taxe automobile 2014 Rapport à l'appui d'un projet de loi modifiant la loi sur la taxe des véhicules automobiles, des remorques et des bateaux (LTVRB)	Comm. temporaire de 11 membres Présidence S Vice-présidence UDC même commission que celle qui a traité le rapport 13.030	13.05	3	Octobre
DGT (DDTE) 24.04.13	13.030 Élimination véhicules et bateaux 2014 Rapport à l'appui d'un projet de loi modifiant la loi concernant l'élimination des véhicules automobiles (LEVA)	Comm. temporaire de 11 membres Présidence S Vice-présidence UDC même commission que celle qui a traité le rapport 13.029	13.05	3	Octobre
DGT (DDTE) 29.04.13	13.031 Approvisionnement en électricité Rapport à l'appui d'un projet de loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEI)	Rapport retiré par le Conseil d'Etat, pas de renvoi en commission	–	–	–
DJSF (DFS) 22.05.13	13.034 Troisième volet de désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes Rapport du Conseil d'Etat à l'appui d'un projet de loi portant adaptation de la législation cantonale au troisième volet du désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes	Comm. temporaire Désenchevêtrement	13.05	3	Rapport retiré par le Conseil d'Etat
PRES. 03.06.13	13.035 Réorganisation des départements Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration cantonale (LCE)	Comm. législative	13.05	1	Juin
PRES. 03.06.13	13.036 Pour une liaison ferroviaire rapide Rapport à l'appui d'un décret concernant la recevabilité matérielle de l'initiative législative populaire cantonale "Pour une liaison ferroviaire rapide entre le Haut et le Bas")	Pas de renvoi en commission	22.08	–	Septembre
DFS 03.07.13	13.037 Établissements médico-sociaux non reconnus d'utilité publique – aides individuelles Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur le financement des établissements médico-sociaux (LFinEMS)	Commission santé	22.08	2	Novembre
DEAS 03.07.13	13.038 Prestations sociales – projet ACCORD Rapport à l'appui d'un projet de loi portant adaptation de la législation cantonale à l'harmonisation et la coordination des prestations sociales et d'un projet de loi portant modification de la loi d'introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LILAMal)	Comm. temporaire de 11 membres Présidence PVS Vice-présidence LR	22.08	2	Novembre
DFS 28.08.13	13.039 Révision totale de la loi sur les finances Rapport à l'appui d'un projet de loi sur les finances de l'Etat et des communes (LFinEC)	Commission des finances	19.09	Traitement pas terminé	Sera traité en 2014
DJSC 02.09.13	13.040 Entreprises de sécurité Rapport à l'appui d'un projet de décret portant adhésion du canton de Neuchâtel à la convention portant révision du concordat sur les entreprises de sécurité	Commission des affaires extérieures	19.09	1	Novembre
DFS 25.09.13	13.041 Crédits supplémentaires 2013 Rapport à l'appui d'un projet de décret concernant le second supplément au budget 2013 (supplément II 2013)	Commission des finances	24.10	1	Décembre

Départ. adoption	Rapport du Conseil d'Etat	Décision du bureau	Renvoi	Nombre séances	Traitement session
DEF 25.09.13	13.042 Prolongation du programme d'impulsion en faveur des structures d'accueil parascolaire Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur l'accueil des enfants (LAE)	Comm. temporaire de 7 membres Présidence LR Vice-présidence S	24.10	1	Décembre
DEAS 16.10.13	13.043 Crédit supplémentaire 2013 - AVS Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit supplémentaire urgent de 8.000.000 francs destiné à financer les prestations complémentaires AVS	Commission des finances	–	1	Décembre
DFS 30.10.13	13.044 Péréquation financière / fonds d'aide aux communes Rapport à l'appui d'un projet de loi portant révision de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI) et de la loi concernant la répartition de la part du canton au produit de l'impôt fédéral direct (LRIFD)	Commission des finances	06.11	1	Décembre
DFS 23.10.13	13.045 Centre neuchâtelois de psychiatrie – Rénovation du site Maladière 5 et cautionnement Rapport à l'appui – d'un projet de décret portant approbation d'un investissement nécessaire à la rénovation par le Centre neuchâtelois de psychiatrie de son site de la Maladière 5 – d'un projet de décret autorisant un cautionnement simple du CNP pour un montant de 52.000.000 francs	Commission des finances	21.11	1	Sera traité en 2014
DFS 23.10.13	13.046 Budget 2014 Rapport à l'appui du budget de l'Etat pour l'exercice 2014	Commission des finances	–	9	Décembre
DFS 04.11.13	13.047 Harmonisation des clés de répartition des impôts entre l'Etat et les communes Rapport à l'appui – d'un projet de loi portant harmonisation des clés de répartition des impôts entre l'Etat et les communes – d'un projet de loi sur la redistribution du produit de l'impôt communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales entre les communes	Comm. temporaire Péréquation financière	06.11	2	Décembre
DEAS 04.11.13	13.048 Salaire minimum Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur l'emploi et l'assurance-chômage (LEmpl) (Salaire minimum)	Comm. temporaire de 15 membres Présidence UDC Vice-présidence LR	21.11	Traitement pas terminé	Sera traité en 2014
DJSC 04.11.13	13.049 Actes authentiques électroniques Rapport à l'appui d'un projet de loi modifiant la loi sur le notariat en matière d'actes authentiques électroniques	Comm. législative	21.11	Traitement pas terminé	Sera traité en 2014
DEAS 13.11.13	13.050 Harmonisation de la facture sociale Rapport à l'appui d'un projet de loi portant adaptation de la législation cantonale à l'harmonisation de la facture sociale entre l'Etat et les communes	Comm. temporaire de 11 membres Présidence PVS Vice-présidence LR	21.11	Traitement pas terminé	Sera traité en 2014

2.12. Rapports de commissions

Selon graphique et liste ci-devant, 38 rapports du Conseil d'Etat ont été envoyés à l'examen préalable de commissions, aux termes des articles 169 et suivants de la loi d'organisation du Grand Conseil, lesdites commissions étant chargées d'établir un rapport à l'intention du Grand Conseil.

Les commissions parlementaires ont par ailleurs adopté les 19 rapports suivants à l'intention du Grand Conseil:

Commission	Rapport	Département	Date d'adoption	Traitement session
Pétitions et grâces	13.011 Grâce Rapport concernant une demande de grâce	–	17.01	Février
Pétitions et grâces	13.012 Grâce Rapport concernant une demande de grâce	–	17.01	Février
Formation-emploi	09.112 Fonds pour l'insertion professionnelle Rapport à l'appui d'un projet de loi sur le fonds pour l'insertion professionnelle	DEC	25.01	Septembre
Législative	12.161 Droits politiques – bulletins de vote Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP) (bulletins de vote)	PRES.	12.02	Octobre (renvoyé en com.)
Législative	11.190 Magistrature judiciaire Rapport concernant le projet de loi du groupe UDC 11.190, du 6 décembre 2011, portant modification de la loi sur la magistrature de l'ordre judiciaire et la surveillance des autorités judiciaires (LMSA)	DJSC	14.05	Septembre
Validation élections	13.032 Election cantonale Rapport à l'appui d'un projet de décret portant validation de l'élection du Grand Conseil et concernant le premier tour de l'élection du Conseil d'Etat	–	15.05	Mai
Validation élections	13.033 Election cantonale Rapport à l'appui d'un projet de décret portant validation de l'élection du Conseil d'Etat	–	23.05	Mai
Législative	11.113 Droits politiques – financement des partis Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP) (transparence du financement des partis politique, des campagnes électorales et de votations)	PRES.	27.05	Octobre
Bureau Grand Conseil	13.601 "Commission thématique "prévoyance professionnelle de la fonction publique" Rapport à l'appui d'un projet de décret constituant une commission thématique "prévoyance professionnelle de la fonction publique"	DJSC	19.09	Novembre
Formation-emploi	13.602 Commission Formation-emploi Rapport d'information de la commission sur la fin de son activité	DEAS	13.11	Sera traité en 2014
Energie	13.603 Energie – centrales thermoélectriques Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur l'énergie (LCEn)	DDTE	18.11	Sera traité en 2014
Fiscalité	13.604 Commission Fiscalité Rapport à l'appui d'un projet de décret constituant une commission Fiscalité	DFS	20.11	Sera traité en 2014
Energie	13.605 Commission Energie Rapport à l'appui d'un projet de décret constituant une commission Energie	DDTE	18.11	Sera traité en 2014
Routes-H20	13.606 Commission Infrastructures routières Rapport à l'appui d'un projet de décret constituant une commission Infrastructures routières	DDTE	22.11	Sera traité en 2014
Pétitions et grâces	13.607 Grâce Rapport à l'appui d'un projet de décret concernant une demande de grâce	–	27.11	Sera traité en 2014
Législative	12.154 Congé maternel d'adoption Rapport à l'appui d'un projet de décret soumettant une initiative cantonale à l'Assemblée fédérale concernant un congé maternel d'adoption	DEAS	28.11	Sera traité en 2014
Santé	13.103 Loi de santé – liste hospitalière Rapport concernant le projet de loi Daniel Ziegler 13.103, du 29 janvier 2013, portant révision de la loi de santé	DFS	05.12	Sera traité en 2014

Législative	11.160 Introduction de la motion populaire en matière communale Rapport à l'appui – d'un projet de décret portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (motion populaire communale) – d'un projet de loi portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP) (motion populaire communale)	PRES.	17.12	Sera traité en 2014
Santé	13.608 Commission Santé Rapport à l'appui d'un projet de décret constituant une commission Santé	DFS	18.12	Sera traité en 2014

2.13. Règlements adoptés ou modifiés par les organes du Grand Conseil

Suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi d'organisation du Grand Conseil, du 30 octobre 2012, les règlements suivants ont été adoptés ou modifiés:

16 mai

- Règlement du bureau du Grand Conseil sur l'indemnisation des membres et membres suppléants du Grand Conseil

3 septembre

- Règlement d'organisation et de fonctionnement de la commission des finances
- Règlement d'organisation et de fonctionnement de la commission de gestion
- Arrêté portant modification du règlement de fonctionnement de la commission des affaires extérieures
- Arrêté portant modification du règlement de la commission des affaires extérieures concernant les délégations

24 octobre

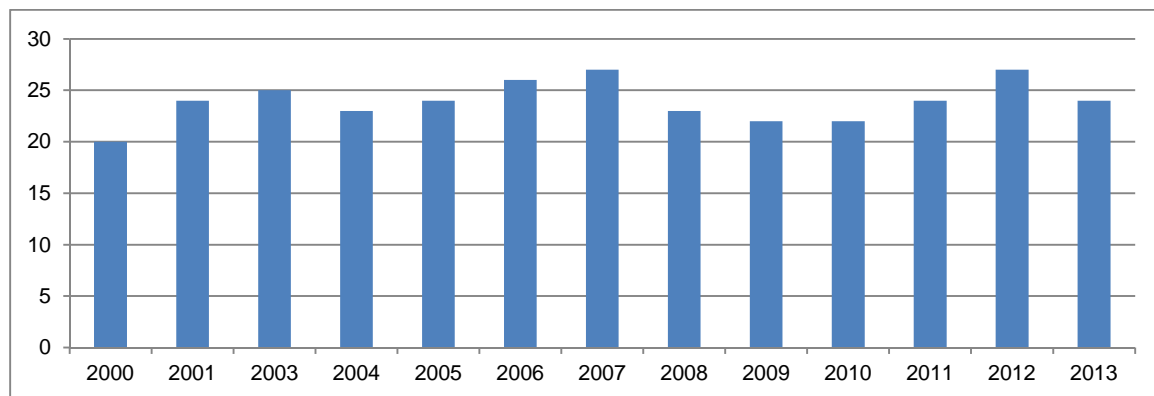
- Règlement du bureau du Grand Conseil concernant la procédure applicable pour confier des mandats à des tiers

3. SESSIONS

Le Grand Conseil a tenu 10 sessions, soit 24 séances:

- les 29 (après-midi et soir) et 30 janvier;
- les 19 (après-midi et soir) et 20 février;
- les 26 et 27 mars;
- les 9 et 10 avril;
- le 28 mai;
- les 25 (après-midi et soir) et 26 juin;
- les 3 (après-midi et soir) et 4 septembre;
- les 1^{er} et 2 octobre;
- les 5 et 6 novembre;
- les 2 (après-midi et soir) et 3 décembre.

Comparatif annuel du nombre de séances du Grand Conseil



4. OBJETS

4.1. Lois et décrets adoptés

29 janvier

- Loi sur la prévention de la violence à l'occasion de manifestations sportives (LViSpo)
- Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 694.000 francs destiné à l'attribution de subventions en faveur de l'assainissement et de l'agrandissement de l'Abattoir régional des Ponts-de-Martel au titre des améliorations structurelles agricoles, et de l'accroissement de ses capacités de traitement et de stockage au titre de la lutte contre les épizooties
- Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 750.000 francs au titre des améliorations structurelles agricoles destiné à l'attribution d'une subvention pour la construction d'une fromagerie pour la société coopérative de fromagerie Duo Vallon Les Bayards
- Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 5.100.000 francs au titre des améliorations structurelles agricoles destiné à l'attribution de subventions pour les constructions rurales
- Décret portant octroi d'un crédit de 14,7 millions de francs destiné à couvrir la part du canton de Neuchâtel pour financer les investissements d'infrastructures en faveur des chemins de fer privés (TransN, BLS et CJ)
- Loi portant modification de la loi sur l'intégration des étrangers
- Décret portant adhésion à l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée, du 25 octobre 2007

30 janvier

- Décret soumettant une initiative cantonale à l'Assemblée fédérale concernant l'administration de la fortune des institutions de prévoyance (art. 71 LPP)

19 février

- Loi sur les heures d'ouverture des commerces (LHOCom)
- Loi sur les aides à la formation (LAF)

26 mars

- Décret portant approbation des options stratégiques complémentaires définies par le Conseil d'Etat pour l'Etablissement hospitalier multisite cantonal à l'horizon 2017

- Loi portant approbation de l'initiative législative populaire cantonale "En faveur d'un site unique femme-mère-enfant, cohérent, sûr et économique"
- Loi portant approbation de l'initiative législative populaire cantonale intitulée "Pour l'équilibre régional des missions hospitalières dans le canton"
- Décret soumettant au vote du peuple l'initiative législative populaire cantonale "Pour une médecine de proximité"
- Décret portant octroi d'un crédit-cadre de 900.000 francs pour les actions et manifestations qui marqueront le bicentenaire de l'entrée du canton de Neuchâtel dans la Confédération en 2014

27 mars

- Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 500.000 francs pour procéder à la première étape des études sur la création d'un site hospitalier unique de soins aigus, respectivement de réadaptation

9 avril

- Décret portant approbation des comptes et de la gestion pour l'exercice 2012

10 avril

- Loi portant modification de la loi de santé (LS) (soins préhospitaliers et centrale d'appels sanitaires urgents 144)

28 mai

- Décret portant validation de l'élection du Grand Conseil
- Décret portant validation de l'élection du Conseil d'Etat

25 juin

- Loi portant modification de la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration cantonale (LCE)
- Décret portant octroi d'un crédit supplémentaire de 1.000.000 francs pour la phase 1 des démarches et études en vue d'un nouveau projet de mobilité dans le canton
- Loi portant abrogation de la loi sur le fonds RER

26 juin

- Loi portant modification de la loi instituant une Caisse de pensions pour la fonction publique du canton de Neuchâtel (LCPFPub)

3 septembre

- Décret concernant la recevabilité matérielle de l'initiative populaire cantonale "Pour une liaison ferroviaire rapide entre le Haut et le Bas"
- Décret concernant le premier supplément au budget 2013 (supplément I 2013)
- Décret portant octroi d'un crédit global complémentaire d'investissement, à hauteur de 9.140.000 francs, pour:
 - la révision du projet de l'Établissement d'exécution des peines de Bellevue (EEPB)
 - les travaux supplémentaires non-planifiés dus à la réalisation des travaux par "mini-étapes" à l'Établissement de détention de la Promenade (EDPR)
 - le suivi opérationnel et l'accompagnement pour la réalisation des deux projets par un chef de projet
- Loi portant révision du décret concernant la protection des sites naturels du canton, du 14 février 1966
- Décret portant octroi d'un crédit d'engagement urgent de 580.000 francs pour la mise en place d'une téléphonie mobile sécurisée au service pénitentiaire

- Décret portant octroi d'un crédit de 2.812.400 francs lié à la RPT sur la convention-programme traitant du domaine 06 "Protection contre le bruit et isolation acoustique" passée entre l'Etat de Neuchâtel et la Confédération pour la période 2012-2015

1^{er} octobre

- Loi sur le sport (LSport)
- Loi modifiant la loi sur la taxe des véhicules automobiles, des remorques et des bateaux (LTVRB)
- Loi modifiant la loi concernant l'élimination des véhicules automobiles (LEVA)
- Loi portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP) (transparence du financement des partis politiques, des campagnes électorales et de votations)

5 novembre

- Décret soumettant au vote du peuple:
 - a) l'initiative constitutionnelle populaire cantonale "Avenir des Crêtes: au peuple de décider!"
 - b) le contre-projet du Grand Conseil sous forme d'un décret portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst.NE)
- Loi portant adaptation de la législation cantonale à l'harmonisation et la coordination des prestations sociales
- Loi portant modification de la loi d'introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LILAMal)
- Loi portant modification de la loi sur le financement des établissements médico-sociaux (LFinEMS)
- Décret portant adhésion du canton de Neuchâtel à la convention portant révision du concordat sur les entreprises de sécurité
- Décret constituant une commission thématique "prévoyance professionnelle de la fonction publique"

2 décembre

- Loi portant révision de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI) et de la loi concernant la répartition de la part du canton au produit de l'impôt fédéral direct (LRIFD)
- Décret concernant le second supplément au budget 2013 (supplément II 2013)
- Décret portant octroi d'un crédit supplémentaire urgent de 8.000.000 francs destiné à financer les prestations complémentaires AVS
- Loi portant modification de la loi sur l'accueil des enfants (LAE)
- Loi portant harmonisation des clés de répartition des impôts par l'Etat et les communes
- Loi sur la redistribution du produit de l'impôt communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales entre les communes

3 décembre

- Loi portant modification de la loi concernant l'affectation des crédits inscrits au budget des investissements
- Loi portant modification de la loi sur le statut de la fonction publique (LSt)
- Décret concernant le budget de l'Etat pour l'exercice 2014

4.2. Questions et interpellations

Statistique du nombre de dépôts, traitements, classements en 2013

Types d'objets	Déposées	Traitées, réponse orale	Traitées, réponse écrite
Questions	82	81	2
Interpellations	25	20	1
Total	107	101	3

4.3. Autres propositions

Statistique du nombre de dépôts, traitements, classements en 2013

Types d'objets	Déposés	Acceptés	Refusés	Retirés	Déclarés irrecevables	Transformés en un autre objet	Classés	Refus de classement
Motions, motions populaires et prop. de communes	17	9	4	1	0	3	7	2
Postulats	26	18	4	2	1	0	9	0
Recommandations	5	2	2	0	0	1	9	0
Résolutions	3	3	0	0	0	0	–	–
Avis lors d'une consultation fédérale	1	–	–	–	–	–	–	–
Projets de lois et de décrets	11	–	–	2	–	–	5	1
Total	63	32	10	5	1	4	30	3

4.4. Recommandations, motions et postulats en attente de réponse du Conseil d'Etat

a) Recommandations

Etat au 31 décembre:

Nombre de recommandations dont le délai de réponse	
• est dépassé (6 mois)	3
• court toujours	0
Total	3

NB: La liste détaillée des recommandations en attente de réponse du Conseil d'Etat figure dans un document séparé.

b) Motions

Etat au 31 décembre:

Motions acceptées après le 28 mai 2011, soumises au nouveau droit¹:

Nombre de motions dont le délai de réponse	
• est dépassé (2 ans)	8
• court toujours	22
Total	30

Motions acceptées avant le 28 mai 2011, soumises à l'ancien droit²:

Nombre de motions en attente de réponse	41
---	-----------

Historique:

Motions adoptées en attente d'une réponse	
Etat au 31 décembre 2010	67
Etat au 31 décembre 2011	72
Etat au 31 décembre 2012	69
Etat au 31 décembre 2013	71

c) Postulats

Etat au 31 décembre:

Postulats acceptés après le 28 mai 2011, soumis au nouveau droit³

Nombre de postulats dont le délai de réponse	
• est dépassé (1 ans)	15
• court toujours	18
Total	33

Postulats acceptés avant le 28 mai 2011, soumis à l'ancien droit⁴

Nombre de postulats en attente de réponse	81
---	-----------

Historique:

Postulats adoptés en attente d'une réponse	
Etat au 31 décembre 2010	100
Etat au 31 décembre 2011	105
Etat au 31 décembre 2012	105
Etat au 31 décembre 2013	114

NB: La liste détaillée des motions et postulats en attente de réponse du Conseil d'Etat, ainsi que les commentaires de celui-ci sur l'avancement des travaux, figurent dans un document séparé.

¹ OGC du 30 octobre 2012, art. 233, 234 et 375

² OGC du 30 octobre 2012, art. 375, OGC du 22 mars 1993, art. 70

³ OGC du 30 octobre 2012, art. 242, 243 et 375

⁴ OGC du 30 octobre 2012, art. 375, OGC du 22 mars 1993, art. 70

4.5. Projets de lois et de décrets en cours de traitement au sein des commissions

Etat au 31 décembre:

Numéro Département	Projet de loi ou de décret	Commission
07.151 DEAS	26 juin 2007 Projet de loi des groupes libéral-PPN, radical et UDC, portant modification de la loi sur la police du commerce (ouvertures des magasins)	Législative
07.205 PRESIDENCE	5 décembre 2007 Projet de décret du groupe UDC, portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (incompatibilités)	Législative
08.190 PRESIDENCE	30 septembre 2008 Projet de loi du groupe UDC, portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP) (répartition des sièges entre les listes)	Législative
09.107 DFS	27 janvier 2009 Projet de loi du groupe socialiste, portant modification de la loi sur les finances (frein à l'endettement et aux dépenses)	Finances
09.117 DDTE	17 février 2009 Projet de loi Christian Boss, portant révision totale de la loi sur les routes et voies publiques (LRVP)	Législative
11.146 DDTE	26 avril 2011 Projet de loi des député-e-s Vert-e-s, portant modification de la loi sur les constructions (LConstr)	Energie
11.160 PRESIDENCE	28 juin 2011 Projet de loi du groupe socialiste, portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP) (introduction de la motion populaire en matière communale)	Législative
11.164 DFS	28 juin 2011 Projet de loi Jérôme Amez-Droz, portant modification de la loi sur les contributions directes (LCdir) (déductions pour bénéficiaires de rentes AVS)	Fiscalité
11.171 DDTE	31 août 2011 Projet de loi du groupe socialiste, portant révision de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire (LCAT)	Législative
12.109 DDTE	22 février 2012 Projet de loi Nicolas de Pury, portant modification de la loi sur la viticulture (LVit)	Législative
12.144 DDTE	4 septembre 2012 Projet de loi du groupe socialiste, portant révision de la loi sur l'énergie (LCEn)	Energie
12.153 PRESIDENCE	2 octobre 2012 Projet de décret Fabien Fivaz, portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst.NE) (protection des lanceurs d'alerte)	Législative
12.154 DEAS	2 octobre 2012 Projet de décret du groupe libéral-radical, soumettant une initiative cantonale à l'Assemblée fédérale concernant un congé maternel d'adoption (art. 16 i LAPG)	Législative

12.161 PRESIDENCE	30 octobre 2012 Projet de loi du groupe socialiste Loi portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP) (Bulle- tins de vote)	Législative
12.166 DFS	6 novembre 2012 Projet de loi du groupe socialiste, portant révision de la loi sur l'aide au logement (LAL2)	Législative
12.169 DFS	4 décembre 2012 Projet de loi Cédric Dupraz, Blaise Courvoisier, Bertrand Nussbaumer, Souhaïl Latrèche et Jean-Claude Guyot, portant modification sur la loi sur l'Etablissement hospitalier multisite cantonal (LEHM)	Santé
13.103 DFS	29 janvier 2013 Projet de loi Daniel Ziegler, portant révision de la loi santé (LS)	Santé
13.126 PRESIDENCE	20 février 2013 Projet de loi du groupe socialiste, portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP)(Répartition des sièges entre les districts)	Législative
13.128 PRESIDENCE	20 février 2013 Projet de loi Nicolas de Pury, portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP) (Eligibilité et égalité)	Législative
13.138 DFS	27 mars 2013 Projet de loi Veronika Pantillon, portant modification de la loi sur le sta- tut de la fonction publique (LSt)	Législative
13.141 DFS	26 mars 2013 Projet de loi de députés interpartis, portant révision de la loi de santé (LS)	Temporaire
13.142 DFS	26 mars 2013 Projet de loi Michel Bise, portant modification de la loi sur le statut de la fonction publique (LSt)	Législative
13.143 DJSC	27 mars 2013 Projet de loi Michel Bise, portant modification de la loi sur le notariat (LN)	Législative
13.145 DEAS	27 mars 2013 Projet de loi Cédric Dupraz, Daniel Ziegler et Théo Bregnard, portant modification de la loi sur l'emploi et l'assurance-chômage (LEmpl)	Législative
13.147 DFS	10 avril 2013 Projet de loi du groupe libéral-radical, portant modification de la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration cantonale (LCE) et de la loi sur le statut de la fonction publique (LSt) Amendement Fabien Fivaz au projet de loi 13.147	Législative
13.156 DFS	15 juin 2013 Projet de loi des groupes libéral-radical, UDC et Vert'libéral, portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâ- tel (Cst. NE) (Equilibre budgétaire)	Législative

5. INFORMATISATION

5.1. Salle du Grand Conseil

Suite à l'adoption par le Grand Conseil du décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 610.000 francs destiné à l'informatisation de la salle du Grand Conseil, du 26 juin 2012 (rapport

12.017), une procédure d'appel d'offres a été lancée. Sous l'égide d'un comité de pilotage, un groupe de travail a été formé, composé d'un membre de chaque groupe parlementaire ainsi que de membres du service informatique, du service des bâtiments et du secrétariat général du Grand Conseil. Le marché a été adjugé à fin 2012 et les travaux de mise en place du nouveau système informatique de la salle ont débuté au lendemain de la dernière session de la législature 2009-2013 pour se terminer à la veille de l'installation des nouvelles autorités, en mai 2013.

L'ancienne installation de sonorisation de la salle et d'enregistrement des sessions, datant de plusieurs dizaines d'années, a été remplacée. Le nouveau système permet notamment le contrôle des présences – géré au moyen de cartes électroniques – et instaure le vote électronique. La diffusion audio et vidéo des sessions a également été rendue possible.

Après huit mois de fonctionnement, au cours desquels se sont déroulées cinq sessions, le bilan est globalement positif: les nouvelles installations – et en particulier le système de vote électronique – ont donné satisfaction même si quelques ajustements techniques ont dû être réalisés dans le courant de l'automne.

5.2. Vote électronique

Sur proposition de la commission législative, le bureau du Grand Conseil a opté pour une généralisation du vote électronique nominatif. Les résultats nominatifs des votes sont publiés sur le site Internet de l'Etat à l'issue de chaque session.

Depuis la mise en service du système, le nombre de votes électroniques a été le suivant:

Sessions	Nombre de votes électroniques
Juin	12
Septembre	16
Octobre	14
Novembre	8
Décembre	20
Total	70

5.3. Parlement sans papier

En date du 26 juin 2012, le Grand Conseil a adopté le décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 177.000 francs destiné à l'informatisation des députés pour la législature 2013-2017 (rapport 12.017). Les travaux relatifs à l'instauration du Parlement sans papier ont débuté au deuxième semestre 2012, avec la création d'un groupe de travail composé d'un membre de chaque groupe parlementaire ainsi que de membres du service informatique et du secrétariat général du Grand Conseil. Après avoir défini le cahier des charges du projet et adopté un concept de Plateforme Intranet destinée aux membres du Grand Conseil, le groupe de travail a suivi l'ensemble des étapes de réalisation du projet, développé conjointement par le service informatique de l'Etat et le secrétariat général du Grand Conseil.

Le nouveau site Internet de l'Etat, proposant un chapitre "Grand Conseil" remanié et développé de manière à s'inscrire dans le projet de Parlement sans papier, a été mis en ligne à fin août 2013. Des séances d'information et ateliers de formation ont été organisés à l'intention des membres du Grand Conseil notamment dans les domaines suivants: accès au Wifi, accès à l'environnement Parlement sans papier, connaissance du fonctionnement et du contenu du Bureau virtuel, navigation et contenu du site Internet et de la Plateforme Intranet du Grand Conseil, utilisation de la messagerie. En fin d'année, plus d'une centaine de membres du Grand Conseil avaient déjà fait installer le Bureau virtuel sur leur matériel informatique personnel et avaient reçu les clés de sécurité leur permettant d'accéder à l'environnement Parlement sans papier.

Sur la Plateforme Intranet, l'ouverture des accès à certaines commissions parlementaires a été réalisée avant la fin de l'année, l'objectif étant que les dossiers de toutes les commissions soient accessibles à leurs membres au début de l'année 2014. Quant à la première session officiellement "sans papier", elle est prévue pour janvier 2014.

6. BUDGET ET COMPTES

Pour rappel, la loi d'organisation du Grand Conseil votée le 30 octobre 2012 mentionne, à son article 111: "Le Grand Conseil dispose pour ses propres besoins et ceux de son secrétariat général des ressources financières inscrites à son budget." Contrairement à la majeure partie de la loi, en vigueur depuis le 28 mai 2013, cet article figure au nombre de ceux qui sont entrés en vigueur au début de l'année civile 2013 déjà.

En cette première année d'autonomie financière du parlement et de son secrétariat, le budget a été bien tenu, et ce malgré un imprévu de taille: la dépense de plus de 146'000 francs engendrée par les mandats attribués à des experts externes dans le cadre des travaux de la commission parlementaire chargée d'examiner le rapport du Conseil d'Etat 13.013 Recapitalisation de la Caisse de pensions de la fonction publique prévoyance.ne (LCPFPub). Le bureau s'est demandé si le paiement de ces factures, puisque toutes liées à des travaux antérieurs à l'entrée en vigueur de la nouvelle OGC, incombait au Grand Conseil et non pas plutôt au Conseil d'Etat. Dans un souci de paix, il a toutefois décidé que le parlement s'en acquitterait. Cet événement a conduit le bureau du Grand Conseil à adopter un règlement concernant la procédure applicable pour confier des mandats à des tiers.

Les changements financiers découlant de la nouvelle loi d'une part, et du processus d'informatisation en cours d'autre part, avaient été évalués et pris en compte en 2012 lors de l'établissement du budget, ce qui a permis, en cette année de transition, d'éviter tout dépassement tant aux comptes de fonctionnement que des investissements, dont les résultats globaux sont les suivants:

Autorités législatives	Budget 2013	Comptes 2013	Ecart en fr.	Ecart en %
Fonctionnement	2'870'352.–	2'541'062.–	– 329'290.–	– 11,46
Investissements	787'000.–	709'822.–	– 77'178.–	– 9,80

7. INDEMNITES

7.1. Indemnités de présence

La nouvelle loi d'organisation du Grand Conseil en vigueur dès le 28 mai, a revalorisé les montants des indemnités versées aux membres du Grand Conseil. Les changements ont porté sur les points suivants:

- l'indemnité pour une séance de moins de deux heures a passé de 75 à 100 francs;
- l'indemnité pour une séance de plus de deux heures a passé de 100 à 200 francs;
- l'indemnité est majorée de 50% pour les personnes qui président une séance et pour les membres rapporteurs des commissions (auparavant: pas de majoration pour les présidents, majoration de 100% pour les rapporteurs).

7.2. Indemnités informatiques

Pour répondre aux besoins des membres du Grand Conseil en matière d'équipement informatique dans le cadre du Parlement sans papier, celles et ceux qui acceptent de recevoir tous les documents relatifs aux séances du Grand Conseil et des commissions sous forme électronique, bénéficient d'une indemnité informatique fixée à 1000 francs par année de législature. Sur le plan pratique, le bureau du Grand Conseil a décidé que le versement de cette indemnité informatique se fera en deux fois: à fin septembre de chaque année (500 francs) et fin février de l'année suivante (500 francs).

Pour 2013, un premier versement de 500 francs a été effectué en fin d'année, lorsque le projet Parlement sans papier était suffisamment avancé pour permettre aux parlementaires d'opter en toute connaissance de cause. Appelés à se prononcer en novembre, seuls 6 membres ont re-

noncé à recevoir l'indemnité informatique. Les 145 autres membres ont opté en faveur de cette indemnité, et dès son versement en décembre, tous les documents, notamment les documents des séances du Grand Conseil et des commissions, leur ont été transmis sous forme électronique uniquement. Le prochain versement aura lieu à fin février 2014.

7.3. Indemnités de déplacement

La nouvelle loi d'organisation du Grand Conseil prévoit que l'indemnité de déplacement peut être versée soit sous forme d'indemnité kilométrique, selon le barème applicable aux titulaires de fonctions publiques, soit sous forme de bons permettant l'achat d'abonnements d'entreprises de transports publics, la valeur des bons correspondant à 1,5 fois l'indemnité kilométrique.

En novembre, un décompte des kilomètres parcourus depuis le début de la législature a été envoyé à chaque membre du Grand Conseil afin qu'il choisisse le mode d'indemnisation souhaité: 43 d'entre eux ont choisi de recevoir des bons de transports publics, pour un montant total de 30'900 francs. Ces bons se présentent sous forme de cartes à système "prepaid" utilisables indifféremment auprès de TransN et des CFF. Les 108 autres membres du Grand Conseil ont été indemnisés sur la base kilométrique, pour un montant total de 52'536 francs.

7.4. Indemnités aux groupes parlementaires

Les indemnités annuelles versées aux groupes parlementaires ont été revalorisées par la nouvelle loi d'organisation du Grand Conseil, passant de 5000 francs par groupe à 3000 francs par député élu, l'indemnisation aux partis politiques (anciennement 700 francs par député élu) disparaissant par la même occasion. Pour l'année 2013, un décret voté par le Grand Conseil en décembre 2012, dans le cadre de l'adoption du budget 2013, a toutefois réduit temporairement ce montant à 2000 francs par député élu.

8. SECRETARIAT GENERAL

8.1. Personnel

Dotation:

Jusqu'à la fin de l'année 2012, l'ancien service du Grand Conseil – rattaché à la chancellerie d'Etat – était doté de 5,3 EPT. Après l'adoption de la nouvelle loi d'organisation du Grand Conseil, du 30 octobre 2012, ce service a changé de statut au 1^{er} janvier 2013, étant désormais rattaché directement au pouvoir législatif sous le nom de secrétariat général du Grand Conseil.

Dans la perspective de la mise en vigueur de la nouvelle législation, le bureau du Grand Conseil a fixé en novembre 2012 la dotation en personnel du nouveau secrétariat général de la manière suivante:

1 secrétaire général-e	1	EPT	dès le 1 ^{er} janvier
1 secrétaire général-e adjoint-e	1	EPT	dès le 1 ^{er} janvier
1 secrétaire de direction	1	EPT	dès le 1 ^{er} juin (nouveau poste)
4 assistant-e-s parlementaires	3,3	EPT	2,3 EPT dès le 1 ^{er} janvier + 1 EPT dès le 1 ^{er} juin (nouveau poste)
1 secrétaire parlementaire	0,9	EPT	dès le 1 ^{er} janvier
1 gestionnaire de site Web	0,5	EPT	dès le 1 ^{er} janvier (nouveau poste)
1 secrétaire parlementaire-médiaticien-ne	0,5	EPT	dès le 1 ^{er} juin (nouveau poste)
1 correcteur-trice	0,1	EPT	dès le 1 ^{er} juin (nouveau poste)
Total :	5,7	EPT	dès le 1^{er} janvier
		8,3	EPT dès le 1^{er} juin

Engagements et mutations:

M^{mes} Inês Amaral, secrétaire générale adjointe, Marielle Laface et Françoise Bachmann, assistantes parlementaires, ont rejoint l'équipe du secrétariat général respectivement en mai, juin, août et octobre, en remplacement de M^{mes} Margarita Viglino, décédée en mars, et de Francine Guillaume-Gentil et Nathalie Gauthier, démissionnaires.

Les nouveaux postes créés ont été pourvus par M^{mes} et M. Sophie Petchanikow, secrétaire de direction, Roane Cuesta, secrétaire parlementaire-médiamaticienne, Olivier Galland, gestionnaire de site Web, Claudie Guespin, assistante parlementaire, et Sylvette Deguin, correctrice.

A noter que M^{mes} Inês Amaral, Roane Cuesta et Sophie Petchanikow ont débuté leur activité en janvier et février déjà, en tant que stagiaires, avant d'accéder aux postes fixes susmentionnés.

M^{me} Alessandra Vitali, secrétaire parlementaire, rejoindra le secrétariat général au 1^{er} janvier 2014, en remplacement de M^{me} Sybil Probst, démissionnaire.

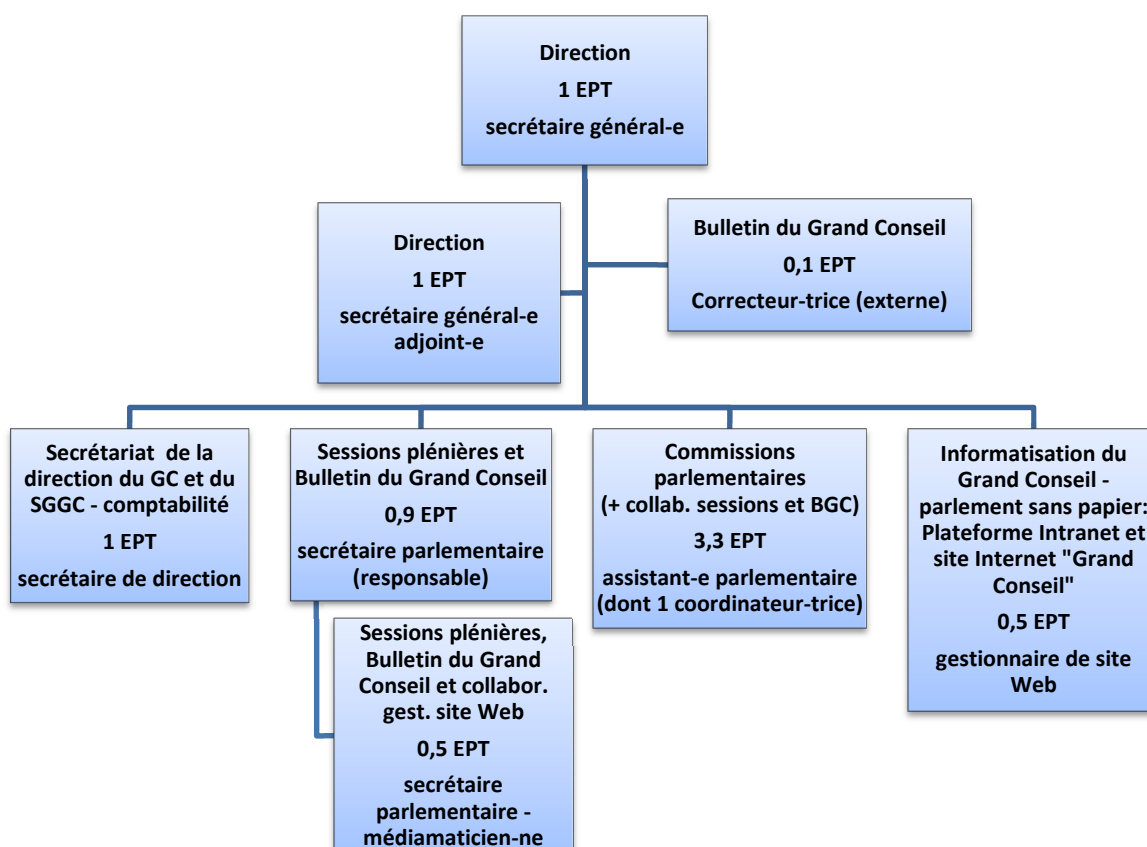
Stagiaires:

M. Alexandre Huguenin, engagé en août 2012 pour un stage de préparation à l'examen de maturité professionnelle de 39 semaines, a terminé son stage en mai. M. Tiago Rodrigues Soares lui a succédé dès le mois d'août, effectuant un stage qui se terminera en mai 2014.

M^{me} Dominique Aebi a été engagée à 50% dès le 1^{er} novembre dans le cadre d'un placement ORP qui se terminera à fin février 2014.

8.2. Organigramme

Dès le début de la législature 2013-2017, à fin mai, l'organigramme du secrétariat général du Grand Conseil se présente ainsi:



8.3. Changement de locaux

En date du 24 septembre, le secrétariat général du Grand Conseil a quitté les locaux qu'il occupait au deuxième sous-sol nord du Château depuis l'année 1997, pour s'installer dans des locaux situés au rez-de-chaussée et au premier sous-sol de l'aile sud-est.

Plus vastes, ces locaux répondent mieux aux besoins du secrétariat, ils ont notamment permis d'accueillir les postes nouvellement pourvus, de regrouper dans un même lieu les collaboratrices et collaborateurs ayant des tâches connexes, de créer une réception ainsi qu'une salle de séance et de mettre des bureaux individuels à disposition de la secrétaire générale et de son adjointe.

Neuchâtel, le 13 mars 2014

Au nom du bureau du Grand Conseil

Le président,
PH. BAUER

La secrétaire générale,
J. PUG